

PERSPECTIVES



ILLUSTRATIONS SÉBASTIEN THIBAULT

III CRISE DES MÉDIAS

À la rescousse de la presse

Les acteurs du milieu prônent une intervention importante et rapide de l'État

CATHERINE LALONDE
LE DEVOIR

Est-il trop tard ? La commission parlementaire sur l'avenir des médias d'information entamera lundi ses auditions des acteurs du milieu. Le but ? Dresser le portrait des médias d'information d'ici et, surtout, chercher des solutions pour la crise que vit le secteur. Cette réflexion d'urgence survient en pleine « tempête parfaite », au moment où un autre navire médiatique, Groupe Capitales Médias (GCM), avec ses six quotidiens régionaux, est mis à mal, lui aussi, par le cumul des facteurs socioéconomiques

qui, en quelques années, a débalancé un modèle d'affaires et d'information historiques.

En amont, *Le Devoir* a pu consulter 11 des 36 mémoires (voir la liste en encadré à la page suivante) qui seront déposés à la commission — essentiellement ceux des organismes, syndicats et analystes. Les médias tels ceux de Québecor, Radio-Canada, *La Presse*, *Le Devoir*, *La Gazette* ou Télé-Québec ont réservé leurs observations pour le jour de leur audience. S'il faut attendre la semaine prochaine pour voir la complexité de tout le portrait qui y sera dressé, des consensus semblent déjà se dessiner pour ce qui est

des solutions envisagées pour préserver l'information au Québec.

Intervention de l'État

Tous les documents consultés prônent une intervention importante et rapide — urgente, même — de l'État. De différentes manières, c'est une même solution qui revient de document en document. Et tous soulignent que celle-ci doit se faire de manière à préserver entièrement l'indépendance des médias. Un paradoxe ? Le Centre d'études sur les médias (CEM) et l'Association des journalistes indépendants du Québec (AJIQ) montrent l'exemple du financement de la culture au Québec, qui arrive

L'idée la plus partagée, dans sa forme et dans son fond, est celle du retour de la publicité gouvernementale dans les médias traditionnels

à concilier soutien public et saine distance. La constitution d'un Fonds pour le journalisme, qui ferait ainsi tampon entre l'État et les médias, est une des grandes idées récurrentes qui permettrait de sauver la chèvre et le chou.

Ce Fonds pourrait être financé par le gouvernement, suggèrent plusieurs, mais aussi par une taxe de vente prélevée par les géants étrangers de la vente numérique sur les transactions qu'ils effectuent au Québec. On retrouve aussi, parmi les suggestions pour emplir cette enveloppe, celle d'ajouter 1 % à la taxe lors de l'achat d'un écran pour équipements électroniques ou celle d'augmenter la TVQ à la fois sur les services de téléphonie et sur les services des Netflix et Spotify de ce monde.

Mais pour préserver la liberté de la presse, la majorité des actions de l'État proposées sont indirectes. On retrouve souvent l'idée que le Québec suive l'exemple fédéral en accordant un crédit d'impôt — certains proposent 25 %, d'autres vont jusqu'à 40 % — sur la masse salariale totale, ou seulement sur celle des salles de rédaction.

VOIR PAGE B2 : PRESSE

CHRONIQUE

Normand Baillargeon :
« L'actualité avec
Aristote » | **B3**

PERSPECTIVES

Place aux correspondantes de guerre
B4

MONDE

Climat et Amazonie
au cœur des échanges
au G7 | **B7**

CHRONIQUE

Konrad Yakabuski :
« Nos djihadistes »
B9

B 2 | PERSPECTIVES

CRISE DES MÉDIAS

La concentration, de l'exception à l'acceptation

JEAN-FRANÇOIS NADEAU
LE DEVOIR

« L'idéal, ce serait deux journaux par municipalité », affirme Pierre Fitzgibbon, ministre de l'Économie et de l'Innovation du Québec, devant les journalistes qui l'interrogent le 21 août. « C'est sûr que plus il y a de compagnies indépendantes, mieux c'est », a-t-il ajouté en réponse aux questions qui fusent depuis que le groupe de presse Capitales Médias, en situation de K.O. technique, a jeté la serviette et s'est retrouvé placé sous perfusion par l'État.

Au Québec, les journaux se sont comptés par milliers. Les archives nationales en ont répertorié au moins 3300 différents en à peine 250 ans. Mais qu'est-il arrivé pour que l'information en vienne très vite à se concentrer entre quelques mains dorées, selon le modèle du grand magnat de presse illustré par le *Citizen Kane* (1941) d'Orson Welles ?

Le règne industriel

Le règne des journaux se développe doucement, à partir de la fin du XVIII^e siècle. Mais l'expansion du pouvoir des médias sur la société se fait surtout au siècle suivant, grâce à la Révolution industrielle : des routes, des machines rapides, des presses à turbines et la constitution d'un État permettent aux journaux de s'imposer.

Leur nombre va cependant aller en diminuant à mesure que progresse la valse à mille temps des rachats et des successions. Dans les années 1970 seulement, soit bien avant les conditionnements de l'ère numérique, on assiste à la fermeture consécutive de plusieurs journaux importants, dont *L'Action* (1973), *Le Jour* (1977), *La Patrie* (1978), *Le Petit Journal* (1978), *Le Montréal Matin* (1978), le *Montreal Star* (1979).

L'uniformisation des contenus qu'encourage un modèle d'affaires qui consiste à vendre le plus grand nombre de lecteurs d'un journal à des annonceurs afin de le financer par la publicité n'est pas sans avoir entraîné les rédactions à se situer sous un même chapiteau d'idées.

Au début du XXI^e siècle, la migration des budgets publicitaires vers Internet et l'affirmation de la toute-puissance de ce réseau, auquel est par ailleurs consenti un laisser-faire quasi total en matière d'imposition, portent un coup dur à plusieurs journaux.

Le cas Power Corporation

En novembre 2000, lorsque le groupe Gesca, une créature de Power Corporation, est constitué avec sept quotidiens, le grand mandarin de cet empire levant, M. Guy Crevier, affirme que « la diversité des opinions et l'indépendance des rédactions seront préservées ». Les médias désormais compris dans cette entité affirment d'une voix unie la même chose que lui.

Qu'est-ce que signifie la diversité de la presse ? *Le Nouvelliste*, en première page, précise le 11 novembre que le patron de Gesca assure que, « dans tous les journaux, les pages dites "forum", soit celles ouvertes aux opinions, aux idées et aux débats, font en sorte d'assurer la liberté d'expression de tous les points de vue et limitent les dangers de la promotion d'une pensée unique ». Au *Soleil*, en toute première page aussi, on explique aux lecteurs que cette concentration aux mains de Gesca constitue l'aboutissement d'un processus « naturel », en référence à des tentatives d'achat précédentes.

En 1971, le patron de Power Corporation, Paul Desmarais, avait avancé ses pions une première fois pour mettre la main sur *Le Soleil*. Le 10 décembre 1971, il expliquait au quotidien *The Gazette* que cela était nécessaire pour repousser la « révolution sociale » dont il voit poindre le nez à gauche, chez les indépendantistes. Il indique alors sa volonté d'exercer son contrôle sur la politique éditoriale.

À la tête du journal *Le Devoir* à ce moment, Claude Ryan réplique. Les conséquences d'une telle concentration ne sont pas dans l'intérêt public, dit-il. Cette vente finira par être bloquée par l'État. *Le Soleil*, *Le Droit* et *Le Quotidien* passent chez Unimédia, dirigé par Jacques Francoeur, un ancien associé de Desmarais. Une nouvelle tentative d'achat par Power Corp survient en 1987. Elle est à nouveau bloquée, au nom d'un même principe de diversité.

En 2000, ce n'est plus seulement *Le Soleil*, mais aussi *La Tribune*, *Le Nouvelliste*, *Le Droit*, *Le Quotidien* et *La Voix de l'Est* qui tombent dans une même escarcelle. La voix de Claude Ryan se fait de nouveau entendre. En vain. Des rapports défavorables à ce mouvement de concentration ne seront pas écoutés. L'Assemblée nationale laisse faire, comme elle aura laissé Québecor concentrer entre ses mains un important nombre d'instances médiatiques.

L'unification des différents journaux de Gesca dans un élan numérique commun se révélera un échec financier. Quand, en 2015, Power Corporation annonce qu'elle ne supporte plus ces bilans et cède ces quotidiens, sauf *La Presse*, à l'ex-ministre Martin Cauchon, proche de la famille Desmarais et sans aucune expérience dans ce milieu, le bureau du premier ministre du Québec indique qu'il s'agit d'une « transaction d'affaires » et qu'il n'a pas l'intention de s'en mêler. Les dés sont jetés.

Le bilan déposé, l'État s'est tout de suite trouvé enjoint de s'en mêler. Les perspectives quant à l'importance de l'information ont-elles pour autant changé ? Le ministre de l'Économie, Pierre Fitzgibbon, ne semble pas, en tout cas, vouloir remettre en question les mécanismes qui ont fait que nous en sommes arrivés là. Le 21 août, il a plutôt déclaré qu'« il faut que le mécanisme du journal fasse de l'argent », en ajoutant que « de la rationalisation, il y en a partout ».

Plusieurs pistes de solution

PRESSE

SUIITE DE LA PAGE A1

L'idée la plus partagée, dans sa forme et dans son fond, est celle du retour de la publicité gouvernementale dans les médias traditionnels. L'État, selon plusieurs, devrait donner là l'exemple. Les investissements dans les médias d'ici devraient au moins être égaux à ceux faits chez les géants du Web. Une motion plus radicale avait même été votée en ce sens en mai dernier, demandant au gouvernement « une réelle exemplarité dans ses dépenses publicitaires, afin de contrer l'exode des revenus publicitaires des médias traditionnels vers les plateformes numériques étrangères et de garantir la justice fiscale entre celles-ci et les entreprises québécoises ». Pourtant, François Legault a justifié cette semaine ce

placement publicitaire de son gouvernement, arguant que ces grandes plateformes sont incontournables pour rejoindre les gens.

Dans la foulée, le retour de la publication des avis publics dans la presse écrite, par tous les niveaux — municipal y compris, même par obligation légale —, est suggéré.

Information régionale

L'inquiétude envers la survie de l'information régionale, dont la vitalité est jugée essentielle par pratiquement tous les intervenants, traverse aussi les discours. Actuellement, « on assiste à la disparition des nouvelles locales au profit d'une « mont-réalisation » de l'information », note la Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec. Les manières de penser son soutien varient grandement : par un fonds ou des subventions ; par le truchement d'investissements renouvelés à Télé-Québec qui serait chargée de les rediriger ; ou en exigeant un soutien de la part des municipalités.

Un commun accord se dessine aussi autour d'une révision ou d'une exemption de la taxe sur le recyclage. Alors que les journaux papier paient une taxe pour le recyclage qui

Mémoires consultés par *Le Devoir*

Le Devoir a pris connaissance des mémoires des organisations ou personnes suivantes :

- Centre d'études sur les médias
- Fédération des travailleurs et travailleuses du Québec
- Fédération professionnelle des journalistes du Québec
- Hebdo Québec
- *Urbania*
- L'auteure et journaliste régionale Marie-Ève Martel
- Association des journalistes indépendants du Québec
- Confédération des syndicats nationaux et Fédération nationale des communications
- Association des médias écrits communautaires du Québec
- Association des radiodiffuseurs communautaires du Québec
- Le professeur à l'Université d'Ottawa Marc-François Bernier

finance la collecte sélective des municipalités, les entreprises de commerce en ligne, comme Amazon, ne la paient pas, malgré les cartons et les emballages que leurs envois ajoutent aux bacs. « Il serait équitable, après toutes ces années, que le commerce de détail en ligne prenne la relève des journaux dans [ce] financement », propose la Confédération des syndicats nationaux-Fédération nationale des communications. Hebdo Québec demande que ses membres soient soustraits à cette taxe, tout comme le sont les livres.

Parmi les gestes plus politiques revient la demande que Québec interviene auprès d'Ottawa afin de trouver des manières d'au moins freiner l'avancée économique des géants d'Internet et de la vente numérique sur le territoire. Ce pourrait être en revendiquant les pleins pouvoirs sur la réglementation d'Internet et du numérique, sous prétexte de protection culturelle, ou en faisant davantage pression pour que taxes et impôts leur soient imposés. Chose certaine, l'argument que « ça relève du fédéral », comme l'a rétorqué M. Legault cette semaine, ne satisfait pas le milieu. Revient également la demande que Québec insiste sur la





nécessité de réviser la Loi sur le droit d'auteur — en suivant, propose la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, l'Union européenne — mais aussi, parallèlement, celle sur l'accès à l'information, afin de faciliter le travail journalistique.

La nécessité de forger une éducation aux médias est l'une des rares solutions à long terme suggérées, et elle est partagée par quelques intervenants.

D'autres suggestions apparaissent de manière plus ponctuelle, comme de petits coups de pouce possibles. Exempter les journaux et les hebdomadaires de la TVQ; offrir un crédit d'impôt aux abonnés des médias d'information québécois comme aux philanthropes qui les appuient par des dons; encourager par des incitatifs financiers la pub faite dans les médias locaux ou au contraire taxer celle faite par les entreprises d'ici dans les médias étrangers, car « il est dommage de voir des commerçants québécois prêcher pour l'achat local en faisant valoir que les retombées économiques générées par leurs [...] activités demeurent au Québec alors qu'eux-mêmes cessent d'annoncer dans les médias locaux, privilégiant plutôt les Google et Facebook de ce monde », fait valoir la journaliste Marie-Ève Martel. D'autres bouffées

Il serait équitable, après toutes ces années, que le commerce de détail en ligne prenne la relève des journaux dans [le] financement [de la collecte sélective des municipalités]

FNC-CSN



d'air possibles? Instaurer des bourses individuelles pour les journalistes; proposer des subventions de démarrage aux initiatives citoyennes et communautaires d'information; reconnaître politiquement l'importance des radios communautaires, etc.

La Commission de la culture et de l'éducation sur l'avenir des médias d'information débute lundi après-midi à Québec et se déroulera jusqu'à vendredi prochain.

Avec Jérôme Delgado

Des modèles d'affaires variés

Au cœur de la tempête qui secoue le monde des médias, et dont la Commission de la culture et de l'éducation se fera l'écho dès lundi, se trouvent les journaux, ces entreprises de presse de longue tradition. Voici sur quoi reposent les principaux modèles d'affaires présents au Québec et qui seront discutés lors des auditions sur l'« avenir des médias d'information ».

Groupe Capitaux Médias

Présent avec six quotidiens dans six villes et/ou régions (Québec, Ottawa-Gatineau, Trois-Rivières, Sherbrooke, Saguenay-Lac-Saint-Jean, Granby), Groupe Capitaux Médias (GCM) souhaitait faire de l'union sa force — notamment pour attirer les annonceurs. Créé en 2015, GCM a conservé les éditions papier, et le traditionnel modèle de vente, tout en misant sur la gratuité des éditions numériques. Malgré un soutien d'Investissement Québec lié à un plan financier échelonné jusqu'en 2020, le modèle ne semble pas avoir tenu, au vu du manque de liquidités qui l'ont acculé à la faillite.

Le Journal de Montréal et Le Journal de Québec

Les journaux frères, propriété de Québecor, s'appuient sur la santé financière d'une entreprise qui opère dans différents secteurs, notamment celui des médias électroniques comme TVA, Vidéotron et, depuis peu, Radio Qb. Québecor est l'exemple souvent cité (et parfois décrié) pour évoquer la réalité de la concentration des médias. Ses journaux de Montréal et de Québec demeurent néanmoins soumis à la baisse de revenus publicitaires, dont souffre le milieu des médias.

Le Devoir

Unique en son genre au Québec du fait de son indépendance, *Le Devoir* mise sur l'abonnement, sur la philanthropie et sur les revenus publicitaires pour rentabiliser ses opérations. « L'équilibre est précaire, écrivait cette semaine en éditorial, le directeur Brian Myles, mais il nous place dans une situation unique pour poser des questions délicates ». L'option du *Devoir*, pour pallier notamment « l'érosion des revenus de publicité », c'est de s'assurer, par l'abonnement, d'un soutien plus stable de ses lecteurs.

La Presse

En décidant de mettre fin à son quotidien imprimé en 2015, *La Presse* a opté pour la tablette numérique comme principal véhicule et pour l'entière gratuité. Le modèle d'affaires a depuis évolué jusqu'à transformer l'entreprise privée en un OBNL. Jadis propriété d'une famille millionnaire, c'est désormais une « fiducie d'utilité sociale » qui détient l'ensemble des actions et qui gère les fonds recueillis, que ceux-ci proviennent de la vente de publicité ou de donateurs.

Metro Media

Né en 2018, Metro Media est propriétaire du journal *Métro* et d'une trentaine d'hebdomadaires publiés à Montréal et à Québec et jadis propriété du groupe TC Transcontinental. Celui qui se présente comme « la force de la nouvelle locale » fait de l'information gratuite, et en format papier, son identité. C'est donc entièrement des revenus publicitaires que dépend l'ensemble de ces publications. Metro Media a par ailleurs manifesté son intérêt pour acquérir GCM, tout comme Québecor, ou *Le Devoir*, qui s'est dit intéressé à une alliance avec *Le Soleil*, un des titres de GCM.

The Gazette

Membre d'un groupe (Postmedia Network) comprenant plus de 140 titres partout au Canada (*National Post*, *Ottawa Citizen*, *Calgary Herald*...), *The Gazette* demeure fidèle au traditionnel modèle reposant sur les revenus publicitaires et d'abonnement. Son site Web, accessible gratuitement, invite cependant les lecteurs à « considérer » soutenir le seul quotidien de langue anglaise au Québec.

Jérôme Delgado

OBÉSITÉ

L'actualité avec Aristote

NORMAND BAILLARGEON



L'Institut national de santé publique du Québec a rendu public cette semaine un rapport sur l'obésité abdominale, laquelle a doublé en trente ans chez nous. Bien entendu, elle sévit aussi chez les enfants. Son site propose une fort instructive ligne du temps qui aide à comprendre le phénomène, ses causes sociales, économiques et culturelles, ainsi que ses effets, avérés et prévisibles.

Depuis de nombreuses années, je collige des informations sur l'augmentation de l'obésité. Emanant de sources crédibles (Kino-Québec, Institut canadien de la recherche sur la condition physique et le mode de vie, Santé Canada, Enquête sur la santé dans les collectivités canadiennes, etc.), elles vont toutes dans le même sens, font de semblables mises en garde et lancent sensiblement les mêmes appels à l'action.

Il me semble que, depuis toutes ces années, l'école québécoise n'a pas correctement su répondre à ce grand défi. Et je dois dire que l'annonce, au même moment, de l'introduction dans le curriculum de « sports électroniques » n'a rien pour me rassurer, et c'est peu dire...

Voici quelques modestes réflexions qui peuvent aider à comprendre pourquoi notre école ne répond pas correctement à ce défi. Avec l'aide de mon cher Aristote, elles m'inspirent même des solutions.

Mais commençons par le diagnostic.

L'éducation physique à l'école

Pour commencer, rappelons que dans un curriculum déjà chargé, la place des composantes de la formation personnelle et sociale, parfois contestée et toujours limitée, fait en outre l'objet d'une concurrence interne entre les disciplines qui la composent. L'éducation physique, qui demande des ressources souvent importantes et du matériel, ne s'en tire pas toujours très bien.

Plus profondément, je suggère que c'est aussi le rapport du sport et de l'exercice physique à l'éducation qui fait problème. Je soupçonne qu'un vieux fond de dualisme cartésien et religieux pourrait ici être en cause. Selon lui, l'éducation concerne l'esprit et l'activité physique, le corps.

Je suggère qu'on gagnerait beaucoup si, pour commencer, on décidait d'allouer temps et ressources à ce qu'il vaudrait bien mieux nommer l'activité physique à l'école

On cherche alors à donner de grandes dimensions éducationnelles, cognitives, à l'activité physique. C'est ainsi que, malgré ses indéniables mérites, le programme de formation de notre école, pour le seul primaire, vise à ce que les élèves puissent « prendre position, de façon éclairée, sur des situations comportant un enjeu moral »; développent « un répertoire d'actions corporelles », un « répertoire de stratégies cognitives », « un sens critique pour la gestion judicieuse de sa santé »; et j'en passe, tout cela, bien entendu, « en construisant ses savoirs ».

Ces nobles et beaux idéaux me semblent non seulement relever d'une surthéorisation quelque peu artificielle d'une activité (nager, jouer au football, courir, jouer au ballon-chasseur...) qui peut fort bien s'en passer, mais aussi se méprendre sur ce que peut modestement accomplir l'école devant un problème politique et économique majeur, civilisationnel, qui nous rappelle en outre les troublantes inégalités devant l'école (les maux que l'on veut corriger frappent plus fortement encore les personnes pauvres...), un problème dont il revient aux adultes de s'occuper sans penser le résoudre en se contentant de le confier à l'école.

Celle-ci peut certes faire quelque chose, mais ne nous illusionnons pas non plus à ce sujet.

Une défense aristotélicienne de l'activité physique

Je suggère qu'on gagnerait beaucoup si, pour commencer, on décidait d'allouer temps et ressources à ce qu'il vaudrait bien mieux nommer l'activité physique à l'école.

Je suggère aussi que la justification de cette composante du curriculum pourrait s'inspirer de ce qu'Aristote défendait.

Il n'ignorait pas que l'éducation vise à former l'esprit par des savoirs. Mais il pensait aussi que certaines vertus (morales) souhaitables chez chacun et chez toute personne éduquée s'acquerraient par la pratique. On devient ainsi courageux en posant des gestes courageux, ponctuel en pratiquant cette vertu; et ainsi de suite.

Qu'apporte l'activité physique sur ce plan?

Pratiquée avec modération et en conjonction avec les autres disciplines qui définissent l'éducation, elle développe par la pratique des vertus comme le courage, la coopération, la tempérance et peut aider à durablement inscrire dans une vie des habitudes qui contribuent au bien-être physique et mental et qui, pour le dire dans les mots du philosophe, sont de nature à contribuer à l'atteinte de l'excellence. On dira peut-être que c'est peu; je pense que c'est beaucoup.

Je m'en voudrais de ne pas rappeler, pour finir, que si Aristote est parfois appelé le péripatéticien, c'est qu'il enseignait en marchant, déambulant en plein air avec ses étudiants dans ce lycée qu'il avait fondé, donnant ainsi l'exemple de ce qu'il préconisait.

Truc et astuce de prof

Glané sur Twitter. En début d'année, cette enseignante écrit à chacun de ses élèves, mais aussi à leurs parents. Elle leur pose ces questions. « En juin prochain, qu'espérez-vous que votre enfant dira de ce qu'il a vécu cette année? De quoi souhaitez-vous qu'il garde souvenir? Qu'aimeriez-vous me faire savoir au moment où je m'apprette à construire une relation avec vous et avec votre enfant? »

La perle de la semaine

Elle m'a été proposée par François Charbonneau. Une élève écrit: « Sortant à peine de la grande noirceur, le Québec ressent le besoin en 1965 d'adopter la doctrine gérer la joie » — en pensant à (Paul) Gérin-Lajoie.

Profession : correspondantes de guerre

Désormais, les femmes sont, elles aussi, légion à couvrir les conflits armés



Dominique Roch avec Yasser Arafat à Tripoli au Liban en novembre 1983 durant le siège des loyalistes palestiniens par des forces adverses pro syriennes.

DOMINIQUE ROCH ARCHIVES PERSONNELLES

ANTOINE CHAR
À BEYROUTH
COLLABORATION SPÉCIALE
LE DEVOIR

Obus et balles ne font aucune différence entre la couverture de la guerre au masculin ou au féminin. Le danger est le même. Il fait partie de la vie au front. Pourtant, il n'y a pas si longtemps encore, une petite phrase assassine finissait toujours par exploser : « Ce n'est pas une place pour une femme ! »

« Ces mots, je les ai encore entendus en Syrie et en Libye... Dans les sociétés plus conservatrices, les gens ne comprennent pas pourquoi les femmes font ce travail. Pour eux, ce n'est pas normal », rappelle Zeina Khodr, d'Al-Jazeera, la « CNN arabe » basée au Qatar.

Avec les rebelles libyens, elle a été une des trois reporters femmes à entrer dans Tripoli le dimanche 21 août 2011. La plupart des journalistes mâles ont couvert le début de la chute du régime de Mouammar Kadhafi du balcon du Rixos, leur hôtel cinq étoiles. Ils ne pouvaient faire autrement. Ils étaient retenus en otages par des hommes encore fidèles au « guide suprême ».

« J'ai échappé à la mort plusieurs fois, surtout à Alep, en Syrie... Mais c'est le risque à prendre si vous voulez faire votre job correctement », déclare Khodr, 47 ans.

« Plus de femmes journalistes »

Maya Gebeily a vingt ans de moins. Elle a eu son baptême du feu il y a trois ans à Mossoul, en Irak, comme correspondante de l'Agence France-Presse (AFP) à Bagdad, bureau dirigé par une femme. Une première. En 2017, elle est sur le front syrien de Raqqa. « Je suis retournée en Syrie en février dernier et chaque fois je vois de plus en plus de femmes journalistes. »

Liz Sly, correspondante du *Washington Post* à Beyrouth, croit que la montée des femmes dans la couverture des conflits dans la région a commencé avec les enlèvements de journalistes mâles pendant la guerre civile libanaise (1975-1990).

« Les femmes reporters n'étaient pas jugées menaçantes. Aucune femme n'avait alors été kidnappée. Ainsi, en 1985, les seuls journalistes occidentaux

basés à Beyrouth étaient des femmes », précise celle qui a relayé dans le cyberspace la photo d'Alan Kurdi, le bambin syrien de trois ans d'origine kurde mort sur une plage turque en 2015. « Une image emblématique de l'échec du monde entier en Syrie », écrivait-elle dans son *tweet*.

Aujourd'hui, selon elle, le Moyen-Orient, avec ses nombreuses guerres, est un formidable aimant qui attire les journalistes du monde entier voulant se faire un nom, dont « bien sûr les femmes ».

« C'est la plus grande histoire à couvrir de notre génération ! » La capitale libanaise est un point névralgique pour comprendre la région et la guerre en Syrie, où Liz Sly est allée une douzaine de fois depuis 2011. « Sans jamais porter de gilet pare-balles ou de casques. »

Pas de parité

Acil Tabarra, elle, a bourlingué d'un conflit à l'autre. « J'ai couvert la fin de la guerre du Liban (1986-1990) pour l'AFP, j'ai également ouvert les différentes invasions israéliennes du Liban (1996 et 2006) pour l'AFP, j'ai effectué des missions pour l'AFP en Irak sous embargo et au Yémen, notamment. »

Pour cette « ancienne combattante », aujourd'hui journaliste à *L'Orient-Le Jour*, le plus grand quotidien francophone du Liban, « avant, couvrir les zones de guerre était un métier masculin et les femmes étaient des exceptions. Aujourd'hui, ce n'est pas différent d'autres métiers où les femmes ont percé au cours des dernières décennies ».

Cependant, la parité hommes-femmes est loin d'être atteinte. « Impossible d'avoir des statistiques à ce sujet, mais le nombre de reporters de guerre

Avant, couvrir les zones de guerre était un métier masculin et les femmes étaient des exceptions. Aujourd'hui, ce n'est pas différent d'autres métiers où les femmes ont percé au cours des dernières décennies.

ACIL TABARRA



hommes dépasse encore de beaucoup celui des femmes pour plusieurs raisons, y compris dans certains cas pour des raisons culturelles », précise Jeremy Dear, de la Fédération internationale des journalistes (FIJ), organisation basée à Bruxelles et qui rassemble plus de 600 000 professionnels des médias.

Pour l'heure, la « montée des femmes » dans la couverture médiatique des conflits se fait également sentir dans les pays arabes, « mais, contrairement à leurs collègues étrangères qui une fois chez elles retournent à la vie normale, les journalistes arabes restent pour continuer leur travail et défier toutes sortes de dangers », note Dalal Saoud, correspondante pendant 21 ans de l'agence United Press International (UPI) à Beyrouth.

« Une manière de mec »

Dominique Roch a notamment couvert la guerre civile au Liban (1975-1990), « le Vietnam de l'époque », pour Radio France International (RFI). Exercer le métier quand l'odeur de la mort n'est pas loin a longtemps été une « manière de mec », qu'il soit occidental ou arabe, explique-t-elle.

L'image du macho intrépide, buveur, fumeur, caracolant d'un conflit à un autre, a peut-être disparu, mais « les hommes doivent toujours se prouver qu'ils sont courageux. Ils prennent des risques insensés. Ils veulent montrer leur bravoure ».

Samia Nakhoul, correspondante de l'agence Reuters dans la capitale libanaise, acquiesce. Grièvement blessée à

la tête lors de l'entrée des troupes américaines à Bagdad en avril 2003, elle estime que les femmes journalistes sont « courageuses, résilientes, curieuses, et ne succombent pas plus aux pressions que les hommes ».

Pour Sammy Ketz, l'ancien directeur des bureaux de l'AFP à Bagdad et à Beyrouth et vétéran de toutes les guerres du Moyen-Orient, « le courage des femmes au front est absolu, c'est presque de la témérité. Elles veulent prouver... Alors nous, en bons machistes, on les suit, sinon on passe pour des lâches » !

Ces dernières années, plus de la moitié des journalistes morts dans le monde ont péri au Moyen-Orient, et sur les 606 reporters « au combat » depuis 2009, 43 étaient des femmes, rappelle le Committee to Protect Journalism (CPJ) de New York.

Parmi elles : l'Américaine Marie Colvin. Elle portait un bandeau après avoir perdu un œil au Sri Lanka. Elle est morte dans un bombardement à Homs, en Syrie, en 2011. Hollywood a retracé son parcours l'an dernier dans *A Private War*. Lyse Doucet, la plus célèbre des journalistes canadiennes de la BBC, l'a bien connue quand elle était correspondante à Jérusalem.

« Elle était prête à prendre des risques que ni moi ni ma direction n'aurions pris. Marie, elle, croyait que les journalistes ont un rôle crucial à jouer et devraient prendre des risques pour être là. » Pour Lyse Doucet, la vieille maxime « Aucune histoire ne mérite qu'on meure pour elle » est la norme.

Et si certains reporters sont prêts à mettre leur vie en danger pour « témoigner », une chose est sûre : le « *no woman's land* » est bel et bien chose du passé.

J'ai échappé à la mort plusieurs fois, surtout à Alep, en Syrie... Mais c'est le risque à prendre si vous voulez faire votre job correctement.

ZEINA KHODR



Judith Jasmin et le Press Club

« On a peur des femmes à Washington, on n'est pas encore admises partout. Je parle du club des journalistes. On ne veut pas que ces dames voient des scènes pénibles : voir ces messieurs boire au bar. » C'est sur ce ton sarcastique que Judith Jasmin (1916-1972), première femme correspondante à l'étranger pour Radio-Canada, se plaignait de l'attitude sexiste de ses collègues américains.

L'une des plus célèbres journalistes du Québec a bourlingué partout dans le monde, mais elle ne pouvait aller au Press Club de Washington « établir des contacts professionnels » (*Judith Jasmin, de feu et de flamme*, Colette Beauchamp, avril 1996, Boréal). Il n'y a pas si longtemps encore, couvrir les guerres dans le monde était un immense « Press Club » presque exclusivement masculin.



Vue de loin, l'île aux Perroquets, située à l'entrée ouest de l'archipel de Mingan, a l'air d'un gâteau rond orné de bougies.

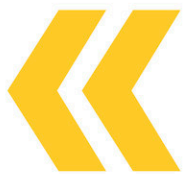
FRANÇOIS ROBERT-DURAND

Se confier à l'île

« Faisons en sorte que, de part en part de la Terre, demeurent des îles »

Les îles fascinent les humains depuis toujours. En apparence simples, elles sont des concentrés de complexité, à la fois lieux de respiration et d'enfermement. Elles demeurent mystérieuses pour les continentaux. Notre collaboratrice est allée à la rencontre des îles d'ici et d'ailleurs. Dernier de huit articles.

MONIQUE DURAND
COLLABORATRICE
LE DEVOIR



On vous a mis du bois. Vous pourrez vous faire un bon feu ! » lance Jean-Marc Collin, avant de sauter à bord du bateau de Parcs Canada pour rentrer sur le continent, à Longue-Pointe-de-Mingan, le village le plus proche. « À demain ! » Des employés de Parcs Canada ont passé la journée sur l'île pour préparer la saison touristique et voir aux différents équipements. Leur bateau démarre bientôt dans des saluts sonores et des bras agités. Les oiseaux bondissent dans tous les sens. Et une baleine s'avise de se joindre au bal. Assise au bout du quai qui s'avance loin dans la mer, j'observe longuement la nacelle emportant son lot d'humains, jusqu'à ce que l'horizon l'avale.

Tout le monde est parti, je reste seule sur l'île aux Perroquets. Un peu sonnée. Étourdie de grand air et d'immensité. Impression d'un vide, comme quand la visite s'en va. Mais un vide plein. Plein d'oiseaux. Jamais vu pareille kermesse ailée, goélands, sternes, cormorans, petits pingouins, hirondelles et les fameux macareux moines, ici appelés perroquets de mer. Un vide plein de cette journée du 21 juin 2019, la plus longue de l'année.

Bon, c'est pas tout, ça. Je dois m'installer un tant soit peu, m'approprier en solo à ces lieux dont la puissance est presque intimidante, me faire à mon ermitage. L'île aux Perroquets est lilliputienne, 70 mètres par 330, un gros rocher calcaire aux falaises tranchées au sabre, d'une altitude moyenne de 10 mètres au-dessus de la mer. Coiffée de quelques bâtiments, chaffaut, poulailler, phare et maison du gardien du phare, aujourd'hui devenue auberge. Quand on s'en approche, ce confetti tombé entre la côte nord du golfe Saint-Laurent et l'île d'Anticosti, à l'entrée ouest de l'archipel de Mingan, a l'air d'un gâteau rond orné de bougies.

Oubliée pendant trente ans, l'île aux Perroquets reprend vie, en ces temps où partout sur la planète se manifeste un désir d'île. Les spécialistes parlent de la « réinsularisation des îles ». On remet en valeur leur histoire et leur patrimoine, on les rend à elles-mêmes.

À mon programme des heures qui viennent ? Regarder. C'est tout. « L'île



L'abri des naufragés, au pied du phare de l'île aux Perroquets

MONIQUE DURAND

pousse à aimer, écrit le philosophe Emmanuel Fournier, et quand on aime, on regarde autrement. » Et parler aux oiseaux, ceux du ciel et ceux qui volent dans ma tête. C'est tout. C'est beaucoup.

Côté nord de l'île, une balançoire de bois agitée par le vent. Des vies d'hommes, de femmes et d'enfants ont accosté en ces lieux pour le meilleur et pour le pire. Dans la douceur ou le fracas des jours, la grâce des mers étalées ou la misère des tempêtes, isolés et dépendants de tout. L'île aux Perroquets, livrée à la fureur des éléments, fut souvent leur geôle de vent et de glace. L'épouse du gardien Charles-Eustache Forgues a accouché seule ici en 1892, tandis que son homme, parti chercher une sage-femme, se noyait dans la bourrasque. L'île est chargée de leurs songes. Et cette balançoire de bois berce encore leur destin tragique.

Dans l'écho de toutes les îles du globe, les mêmes cris d'effroi des marins, des pêcheurs qui chavirent, la même détresse des femmes qui les attendent, les situations désespérées, les sauvetages héroïques, les histoires incroyables. Comme celle du père Emmanuel Crespel, qui s'est passée à l'île d'Anticosti, pas loin d'ici. Après le naufrage de son navire *La Renommée* en novembre 1736, il surviva pendant

cinq mois en mangeant jusqu'aux souliers de ses compagnons morts. Ou l'histoire de Marguerite de Nontron, qui vivra deux ans dans une grotte sur l'île de la Demoiselle, titre d'une pièce de théâtre signée Anne Hébert, qui se déroule sur un caillou de la Basse-Côte-Nord. Marguerite sera rescapée marchant à quatre pattes, « racornie comme du vieux cuir, intraitable comme la pierre ». Histoire vraie ou fausse ? Peu importe, devenue légende. « Dans l'univers fermé de l'île, mythe et réalité coexistent dans un indestructible écheveau », affirme la géographe Françoise Péron.

Il en a fallu, des naufrages et des drames autour des îles, pour qu'on imagine enfin des abris de secours destinés

Tout le monde est parti, je reste seule sur l'île aux Perroquets. Un peu sonnée. Étourdie de grand air et d'immensité.

aux équipages qui s'y échoueraient. L'île d'Anticosti est équipée de plusieurs de ces abris. L'île aux Perroquets a aussi le sien. C'est là d'ailleurs que je passerai ma nuit d'île déserte. Juste pour voir. Pour sentir. À la guerre comme à la guerre ! De toute façon, l'auberge est encore fermée en cette avant-saison.

Côté nord de l'île toujours. Les perroquets de mer ont nidifié dans les rochers. On les chassait autrefois pour s'en nourrir. Je les vois, becs au vent, plantés comme moi devant la lumière de cette journée de solstice. Curieux, au moment même où l'on croit toucher enfin l'été, il commence à nous échapper. Dès demain le jour aura raccourci de quelques secondes. Quand on pense le tenir dans nos mains, déjà, l'été se dérobe.

Côté sud de l'île, une plage. Et des fleurs bleues toutes menues. Curieux aussi, la flore de l'île aux Perroquets est différente de celle du continent, pourtant situé à courte distance. L'île a engendré sa propre toison, plus tolérante au sel marin, composée de certaines plantes rares. Les milieux insulaires sont les exceptions qui confirment la règle des continents.

Tandis qu'il fait encore clair, j'installe mon campement pour la nuit. Dans mon refuge, rien ou presque. Un peu de la poussière des ans. Un balai. Une fenêtre où une araignée a cuit. Fixés au mur, une civière de la Croix-Rouge, aussi un ouvre-boîte et un miroir remontant à Mathusalem. J'étends mon sac de couchage sur la boîte à bois, dont j'ai extirpé quelques bonnes bûches. J'ai prévu allumettes et allume-feu, on n'échappe pas complètement à son époque.

Le ciel se couvre. Sur l'îlot voisin, appelé île de la Maison, des loups marins en colonie hurlent à pleine gueule. Je n'avais jamais entendu pareil son. Des loups qui auraient troqué leurs pattes pour des nageoires.

Il s'est mis à pleuvoir. Je suis une petite île assise sur son grabat, grignotant des noix de cajou devant un feu de bois. Une petite île qui parle à une autre. *Se confier à l'île*. C'est le titre si beau d'un livre coécrit par les Français Françoise Péron et Emmanuel Fournier qui a inspiré une partie de cette série.

La pluie tambourine sur l'abri des naufragés. « Faisons en sorte, dit Françoise Péron, que, de part en part de la Terre, demeurent des îles. »



DÉSIR D'ÎLE

EN BREF

Les migrants de l'Ocean Viking seront accueillis

À BORD DE L'OCEAN VIKING — Après plus de dix jours d'attente, un accord européen de répartition va permettre le débarquement des 356 personnes secourues à bord de l'Ocean Viking, au grand soulagement de SOS Méditerranée et Médecins sans frontières, qui commençaient à manquer de vivres. « Tous les migrants à bord » du bateau humanitaire des deux ONG vont être transférés sur des bateaux militaires maltais, hors des eaux territoriales, et amenés ensuite à terre, a indiqué sur Twitter le premier ministre maltais, Joseph Muscat. Ils seront répartis entre « la France, l'Allemagne, l'Irlande, le Luxembourg, le Portugal et la Roumanie », a-t-il précisé sur la plateforme, notant que « personne ne restera à Malte ». Agence France-Presse

Septième mois de contestation à Alger

ALGER — Les Algériens ont manifesté à nouveau massivement contre le régime vendredi dans le centre de la capitale et les principales villes du pays, au lendemain de l'entrée du mouvement de contestation dans son 7^e mois. Cette célébration a été ternie par une bousculade meurtrière à Alger, à l'entrée d'un concert de la vedette algérienne de rap Soolking, adulé des manifestants depuis qu'il leur a dédié la chanson *La liberté*. Vendredi, des manifestants ont observé une minute de silence à la mémoire des cinq victimes. « Des irresponsables ont choisi le stade du 20-Août-1955 », petit et vétuste, explique à l'AFP Lamia Boukharhi. Pour elle, ce drame est la conséquence d'un système politique « irresponsable » et « corrompu ». Agence France-Presse



Les Algériens manifestent chaque vendredi depuis six mois. RYAD KRAMDI AGENCE FRANCE-PRESSE

Une grande chaîne humaine pour la démocratie à Hong Kong



Des milliers de manifestants ont formé une chaîne humaine qui serpentait, vendredi soir, à travers Hong Kong, trente ans jour pour jour après la célèbre « voie balte » ou Baltic Way, chaîne que les pays baltes avaient organisée pour recouvrer leur indépendance. Au pied des gratte-ciel parés de leurs éclairages irisés et dans les quartiers commerçants de la célèbre baie de Hong Kong, ils étaient des milliers à se tenir la main ou à brandir la torche de leurs téléphones, tout au long de cette chaîne formée en signe d'opposition au gouvernement pro-Pékin. PHILIP FONG AGENCE FRANCE-PRESSE

FRANCE

Une autre enquête ouverte sur Epstein

ÉLÉONORE DERMY
À PARIS
AGENCE FRANCE-PRESSE

Le parquet de Paris a ouvert vendredi une enquête pour « viols » et « agressions sexuelles », notamment sur des mineures, dans le cadre de l'affaire du financier américain Jeffrey Epstein, déjà poursuivi aux États-Unis avant sa mort en prison, un mois après avoir été alerté sur de potentielles victimes françaises.

Les investigations devront permettre de « mettre au jour d'éventuelles infractions commises, non seulement sur le territoire national, mais aussi à l'étranger au préjudice de victimes françaises » ainsi que d'éventuels « auteurs de nationalité française », a expliqué dans un communiqué le procureur de Paris, Rémy Heitz.

Cette enquête a également été ouverte pour « association de malfaiteurs en vue de commettre des crimes » et « association de malfaiteurs en vue de commettre des délits punis d'au moins 5 ans d'emprisonnement », a-t-il précisé. Il a ajouté que le parquet avait pris sa décision au terme de « vérifications et recoupements effectués sur la base

des éléments » qui lui avaient été transmis et d'« échanges » avec les autorités américaines compétentes.

L'association Innocence en danger, qui avait transmis un signalement au parquet fin juillet, puis appelé dans une lettre ouverte, deux jours après la mort d'Epstein, à ouvrir une enquête, s'est félicitée de cette annonce. Dans un communiqué, elle a indiqué qu'elle réserverait « à l'autorité judiciaire la teneur des informations et témoignages dont elle a été rendue destinataire au cours des dernières semaines ». Jeudi, cette association de protection de l'enfance avait affirmé avoir reçu dix témoignages émanant principalement de victimes d'actes « commis sur le sol français » en lien avec le multimillionnaire, qui possédait un appartement à Paris et se rendait régulièrement en France.

Epstein avait été arrêté le 6 juillet et inculpé à New York pour avoir organisé, de 2002 à 2005 au moins, un réseau constitué de dizaines de jeunes filles, certaines au secondaire, avec lesquelles il aurait eu des rapports sexuels contraints dans ses nombreuses propriétés, notamment à Manhattan et en Floride. Dans un témoignage datant de

2011, mais récemment rendu public aux États-Unis, une plaignante accusait déjà le financier d'avoir abusé de très jeunes Françaises qui lui avaient été envoyées comme « cadeau d'anniversaire surprise ». Selon des médias anglosaxons, elle assurait également que ces jeunes filles avaient été envoyées aux États-Unis par un ancien proche d'Epstein, le Français Jean-Luc Brunel.

Le nom de M. Brunel, fondateur des agences de mannequins Karin Models et MC2 Model Management, était apparu dès la première enquête ouverte aux États-Unis contre Epstein et close en 2007, au terme de laquelle le financier avait plaidé coupable de sollicitation de prostituées. Il avait alors éclopé de 13 mois de prison. Selon deux plaignantes, M. Brunel jouait alors le rôle de rabatteur pour Epstein, amenant aux États-Unis des « jeunes filles » venues de milieux modestes en leur faisant miroiter des emplois dans le mannequinat. À l'époque, des messages troublants avaient été retrouvés par la police de Floride, dont celui-ci, noté en 2005 après un coup de fil de « Jean-Luc » : « Il a une prof pour vous, pour vous apprendre à parler russe. Elle a 2x8 ans, pas blonde ».

PETITES ANNONCES & AVIS DE DÉCÈS

170
HORS FRONTIÈRES EUROPE
À LOUER

CONDOS PARIS CENTRE
Près métro et services. WIFI.
Sem./mois À partir de 790 \$.
Location : 514-999-0546
paris.condo@sympatico.ca

PARIS - Petit bijou d'appart
sur la Butte Montmartre, au
cœur de Paris.
Paisible, ensoleillé,
ascenseur. 514-489-5955
appartement-montmartre.com

307
LIVRES ET DISQUES

LIBRAIRIE
Bonheur d'Occasion
achète livres de qualités en
tout genre. 514 914-2142
www.bonheurdoccasion.com

390
DIVERS

Evidence du jour
Ce qui est unique n'arrive
qu'une fois
son corollaire :
L'avenir n'égale jamais
le meilleur du passé.

515
INFORMATIQUE ET BUREAUTIQUE

VOTRE ORDINATEUR
BOGUE OU RALENTIT ?
Mise à jour et réparation
P.C., Mac et portables.
20 ans d'expérience.
Service à domicile.
514 753-7039 Julien

Alternatives

CONSTRUIRE
ENSEMBLE
un monde
différent

Pour nous appuyer :
www.alternatives.ca
514-982-6606

Ouellette, Francine
1948 - 2019

De Laval, le 21 août 2019, à l'âge de 70 ans, est
décédée madame Francine Ouellette, épouse de
monsieur Jacques Beaudry.

Outre son époux, elle laisse dans le deuil, sa fille
Geneviève Beaudry (Hugo Beauséjour), ses petits-
enfants: Xavier, Emma et Vincent, ses sœurs
Ghislaine (Pierre) et Viviane, ses neveux et nièces,
ainsi que parents et amis.

La famille vous accueillera le dimanche 1^{er}
septembre de 13 h à 17 h au complexe funéraire

REPENTIGNY

CHARLES E. RAJOTTE

765 rue Notre-Dame

Repentigny, 450-654-3342

Au lieu de fleurs, des dons à la Fondation En Cœur
de l'Hôpital Sainte-Justine seraient appréciés.

Allô prof : des services
GRATUITS d'aide aux
devoirs offerts à la
grandeur du Québec!

Montréal
(514) 527-3726

Québec
(418) 843-5355

Extérieur
1-888-776-4455

Site Internet
www.alloprof.qc.ca

Fernand Déry
1948 - 2019

Au CHSLD Côte-Jardins, Québec, le 14 août 2019,
à l'âge de 71 ans, est décédé monsieur Fernand
Déry, époux de madame Hélène Fleury.

Aujourd'hui les scènes de théâtre sont en deuil
mais un nouvel espace scénique s'est illuminé pour
cet Homme discret. Du Ministère des affaires
culturelles à Québec au Conseil des arts à Ottawa
en passant par son long mandat d'administrateur
au Centre national des Arts, son approche toujours
chaleureuse de gestionnaire, sa grande capacité
d'écoute envers ses artisans, son engagement
envers la pratique théâtrale dans toutes ses formes
ont fait incontestablement de M. Déry un de ses
intercesseurs parmi les plus inspirants de notre
monde culturel. M. Déry a été un mentor pour
beaucoup d'artistes et d'artisans du milieu des arts.
Sa vision politique et artistique du théâtre était
stimulante, progressiste et humaniste. Il aimait
profondément les artistes et avait un grand respect
pour le travail créatif.

Il nous a quittés tiré par un bouquet de perséides
un soir de pleine lune... on lui lisait le Petit Prince.
Nous garderons de Fernand le souvenir de sa
grande sensibilité, de sa finesse d'esprit, de son
sens de l'humour et surtout de la bienveillance qu'il
avait envers son monde. Redevenis poussière
d'étoile et sois encore pour longtemps notre étoile
filante.

Vos témoignages de sympathie peuvent être
acheminés à l'adresse courriel du salon funéraire :
salonbenoit@globetrotter.net /
www.salonfunerairebenoit.ca

Cyr, Suzanne (née Gélinas)
1923 - 2019

À Montréal, le 19 juillet 2019, s'est éteinte
paisiblement, à l'âge de 96 ans, Mme Suzanne
Gélinas Cyr, épouse de feu Raymond Cyr.

Elle laisse dans le deuil ses enfants Nicole-Yvonne,
André, Robert (Manon Saulnier), Danielle, Alain
(Sylvie Côté), Geneviève (Michel Swift), Benoît
(Diane Des Autels) et Michèle (Gilles Albuher), ses
petits-enfants Christophe, Thibaud, Geoffroy,
Bernard-Antoine, Jonathan, Blaise, Catherine, Julie,
Laurence et Frédéric, leurs conjointes et conjoints,
ses arrière-petits-enfants Mirie, Aude, Basile et
Georges, sa sœur Andrée Gélinas, ainsi que de
nombreux neveux et nièces.

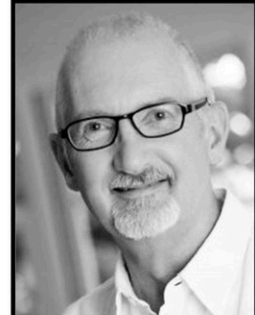
Un remerciement spécial au personnel attentif de la
résidence Rousselot-Perrin et aux professionnels de
l'unité des soins palliatifs de l'Hôpital
Maisonnette-Rosemont pour leur présence
attentionnée et la qualité des soins prodigués.

La famille recevra les condoléances le jeudi 5
septembre de 19 h à 22 h et vendredi 6 septembre
de 14 h à 17 h et de 19 h à 22 h (Au salon même
un témoignage sera rendu à Suzanne de 19 h 30 à
20 h 30).

Alfred Dallaire | MEMORIA
Chaque vie est une histoire.™

1111, rue Laurier Ouest, Outremont
514 277 7778 | memoria.ca

Un service de voiturier sera offert

Charles Allain
1952-2019

Charles nous a quittés tout doucement au matin du
21 août. Il laisse à sa famille et à d'innombrables
amis tant de souvenirs de joie et d'amour. Il nous
manque déjà terriblement.

Parents et amis se réuniront le lundi 2 septembre
chez

Alfred Dallaire | MEMORIA
Chaque vie est une histoire.™

4231, boulevard Saint-Laurent
514 277 7778 | memoria.ca

Service de voiturier

à partir de 15h30. Une cérémonie commémorative
suivra à 16h30.

Des dons à la Fondation du CHUM et à
l'Association pulmonaire du Québec sont appréciés.

Communiquez avec
Le Mémorial
pour publier :

- Avis de décès • Faire-part • Remerciements
- Condoléances • Anniversaires • Hommage
- In memoriam

Le Mémorial
1855, rue Du Havre, bureau 107
Montréal, Qc, H2K 2X4
Télé: 514 525-1149
Télécc.: 514 525-7999
deces@lememorial.com

Le mémorial

III FRANCE

L'Amazonie s'invite au sommet du G7

Les changements climatiques seront vraisemblablement au cœur du sommet, qui s'ouvre samedi en France

GUILLAUME LEPAGE
LE DEVOIR

Le sommet du G7 s'ouvre ce samedi en France. Et les changements climatiques seront vraisemblablement au cœur des échanges entre les dirigeants, au moment où l'Amazonie — le « poumon de la planète » — continue d'être la proie des flammes.

Les feux de forêt qui s'y sont multipliés ces derniers jours ont vivement fait réagir citoyens, personnalités et politiciens. Ils ont été nombreux à exiger sur les réseaux sociaux une mobilisation des puissances étrangères.

Le président français et hôte cette année du G7, Emmanuel Macron, a depuis annoncé qu'il comptait faire de la plus vaste forêt tropicale du globe une « priorité » du sommet. Un souhait qu'avait aussi exprimé la chancelière allemande, Angela Merkel.

Le nouveau premier ministre britannique, Boris Johnson, a estimé de son côté que les incendies touchant non seulement le Brésil, mais aussi la Bolivie et le Paraguay, constituaient une « crise internationale ». Il a appelé à des « initiatives concrètes » à l'issue de la rencontre.

« Comme c'est souvent le cas lors des sommets du G7, il y a l'agenda qui était préparé des mois à l'avance par le pays hôte, et puis il y a les sujets de l'actualité qui s'invitent dans la rencontre », explique Frédéric Mérand, directeur du Centre d'études et de recherches internationales (CERIUM).

La lutte contre les inégalités devait être l'objectif de ce sommet, avait d'abord statué Paris, en écho au combat que le pays veut livrer à l'évasion fiscale et à la crise sociale des gilets jaunes. « Je ne suis pas certain qu'on va beaucoup en parler », avance toutefois M. Mérand.

Tirs croisés

Le président français n'a pas mâché ses mots jeudi à l'endroit de son homologue brésilien, Jair Bolsonaro, qu'il a accusé d'avoir « menti » sur ses engagements climatiques, ayant failli à protéger l'Amazonie. En guise de représailles, M. Macron a fait savoir qu'il s'opposait désormais à l'accord conclu en juin entre l'Union européenne et le Mercosur (Brésil, Argentine, Uruguay et Paraguay). L'Irlande compte aussi s'opposer au traité commercial, à moins que le gouvernement brésilien ne mette rapidement un terme à la déforestation industrielle, cause principale des feux ravageant présentement la forêt amazonienne.

Visiblement irrité, Jair Bolsonaro a pour sa part dénoncé la « mentalité colonialiste » de M. Macron. « Le feu le plus ardent est celui de notre souveraineté sur l'Amazonie », a d'ailleurs écrit le président d'extrême droite sur Twitter.



Celui-ci avait causé la polémique en taxant des ONG d'être à l'origine des incendies, dans le but, a-t-il dit, de nuire à son gouvernement. Sous pression depuis, il a décidé vendredi d'envoyer l'armée pour lutter contre les feux.

L'imprévisible Trump

Si une déclaration commune des dirigeants du sommet sur l'urgence d'agir pour préserver l'Amazonie est possible, il n'est pas dit que Donald Trump s'y joindra, fait remarquer Patrick Leblond, professeur d'affaires publiques et internationales à l'Université d'Ottawa. Le président américain a plusieurs fois réitéré son scepticisme quant aux changements climatiques, en plus de s'être posé en allié de M. Bolsonaro, notamment lors du passage de ce dernier à Washington, en mars.

Il n'en demeure pas moins que le bouleversement du climat s'invite de plus en plus au G7, note pour sa part Frédéric Mérand, du CERIUM. « Mais jusqu'à maintenant, c'était toujours : "Nous allons avancer ensemble pour faire la promotion de solutions globales au changement climatique". Avec l'arrivée de Donald Trump aux États-Unis, c'est devenu beaucoup plus compliqué. Vous avez maintenant un président américain qui est carrément hostile à toutes les propositions », dit-il.

Le changement de ton risque égale-

Des manifestants d'Oxfam personnifient les chefs de gouvernement des pays du G7, vendredi, à Biarritz.

PETER DEJONG
ASSOCIATED PRESS

Une rencontre Trump-Trudeau

OTTAWA — Des responsables de la Maison-Blanche ont indiqué que le premier ministre Justin Trudeau aura un tête-à-tête avec le président Donald Trump cette fin de semaine, en marge du sommet du G7 en France. Parmi les sujets de discussion : les tensions actuelles à Hong Kong, où les manifestations prodémocratie s'intensifient depuis des semaines. La ministre des Affaires étrangères, Chrystia Freeland, a exprimé son soutien au droit de manifester pacifiquement à Hong Kong. Elle a été réprimandée par la Chine, qui est déjà furieuse contre le Canada pour avoir arrêté la directrice financière du géant technologique Huawei, Meng Wanzhou. Celle-ci attend son extradition vers les États-Unis pour faire face à des allégations de fraude en violation des sanctions imposées à l'Iran. Pékin a répliqué, en arrêtant notamment deux Canadiens, Michael Kovrig et Michael Spavor.

La Presse canadienne

ment de marquer les échanges sur l'état actuel de l'économie mondiale, autre sujet important de ce prochain G7, ajoute Frédéric Mérand. La guerre commerciale que se livrent les États-Unis et la Chine a plongé les marchés dans l'incertitude, alimentant les craintes d'une prochaine récession.

« C'est une situation tout à fait différente des dernières années, où on était dans un climat plutôt d'euphorie ou en tout cas de stabilité économique, dit celui qui est aussi professeur de science politique à l'Université de Montréal. Alors que là, il y a beaucoup d'indicateurs qui sont au rouge. »

Menaces

La guerre commerciale entre la Chine et les États-Unis s'est d'ailleurs envenimée vendredi. En matinée, Pékin a annoncé qu'elle comptait imposer de nouveaux droits de douane sur 75 milliards de dollars d'importations américaines.

Furieux, le président Trump a répliqué sur Twitter que son gouvernement relevait à partir du 1^{er} octobre les tarifs douaniers de 25 % à 30 % sur 250 milliards de dollars de marchandises chinoises. Et dès la fin du mois, les 300 milliards d'importations restantes en provenance de Chine seront taxées à hauteur de 15 % au lieu de 10 %.

« La réunion du G7 va probablement se dérouler dans un climat de confrontation entre les États-Unis et les six autres membres », prédit quant à lui l'économiste Pierre Fortin. Ceux-ci — l'Allemagne, le Canada, la France, l'Italie, le Japon et le Royaume-Uni — sont « carrément opposés » au protectionnisme brandi par Trump, dit-il. Et d'ajouter : « ils craignent énormément qu'il y ait une expansion de la guerre commerciale de la Chine à l'Europe. »

Pierre Fortin ne serait pas surpris que le président américain menace à nouveau les pays européens de leur imposer des tarifs douaniers. Selon lui, le président n'a pas digéré la décision de la France en juillet d'imposer à hauteur de 3 % de leurs chiffres d'affaires les géants du Web. « Trump n'a pas caché qu'il était très hostile à la taxe sur les GAFA, et qu'il avait l'intention d'adopter des mesures de rétorsion », renchérit Frédéric Mérand du CERIUM.

M. Mérand estime en outre que ce G7 pourrait réserver son lot de surprises. Exception faite de Donald Trump, il cite en exemple le nouveau premier ministre britannique, Boris Johnson. « Il est le grand point d'interrogation, note-t-il. Va-t-il plutôt suivre la lignée traditionnelle du camp européen, ou au contraire profiter de l'occasion pour afficher sa différence et se rapprocher du président américain ? »

VISITES D'AUTOMNE



Dessin, Francis Back, 2009 / Collection RHSJM

Venez célébrer le 360^e anniversaire de l'arrivée
des Hospitalières de Saint-Joseph
Visites du jardin / crypte et chapelle / Vieux-Montréal



Musée des Hospitalières
de l'Hôtel-Dieu de Montréal
201, avenue des Pins Ouest, Montréal
museedeshospitalieres.qc.ca 514.849.2919

Montréal

III ENTENTES SUR LA MAIN-D'ŒUVRE

Une avancée pour le Québec

P

ar le truchement d'une entente administrative, le gouvernement fédéral a accepté de transférer à l'État québécois les sommes qu'il consacre au soutien à l'emploi des jeunes. C'était une demande que formule depuis 20 ans le gouvernement du Québec qui a toujours considéré que la formation de la main-d'œuvre relève de sa compétence.

En 1997, les gouvernements Bouchard et Chrétien ont signé l'entente Canada-Québec relative au marché du travail, qui transférait à l'État québécois la responsabilité du soutien à l'emploi et de la formation de la main-d'œuvre, ainsi que les importantes sommes qui y étaient associées et qui, pour l'essentiel, provenaient du compte de l'assurance-emploi. S'en est suivie une réorganisation majeure, marquée par l'intégration de fonctionnaires fédéraux dans la fonction publique québécoise et le développement du réseau d'Emploi-Québec, un déploiement qui, à ses débuts, ne s'est pas fait sans heurts.

Mais le gouvernement Chrétien a conservé un volet d'intervention en main-d'œuvre ciblant les jeunes, essentiellement pour des raisons politiques. Au len-

ROBERT DUTRISAC



demain d'un référendum qui avait donné des sueurs froides au Canada anglais, Ottawa voulait s'assurer d'une présence et d'une influence auprès des jeunes que d'autres initiatives, comme les Bourses du millénaire ou les chaires de recherche fédérales, visaient aussi à consolider. Si on se fie à la chute de l'appui des jeunes à l'option souverainiste, on peut considérer que la stratégie fédérale a atteint ses objectifs, bien qu'elle ne soit pas, à l'évidence, le seul facteur en cause, ni, sans doute, le plus déterminant.

Le Québec a mis sur pied un modèle unique au Canada avec la Commission des partenaires du marché du travail, qui réunit les centrales syndicales, le patronat, le milieu de l'enseignement, les groupes communautaires de soutien à l'emploi et les organismes gouvernementaux ainsi que les bureaux d'Emploi-Québec et le réseau de Carrefours jeunesse emploi présents dans toutes les régions.

Parallèlement, le gouvernement fédéral a poursuivi ses initiatives pour soutenir l'emploi chez les jeunes au Québec avec sa Stratégie emploi et compétences jeunesse qui était source de chevauchements et dont l'efficacité était plus que douteuse. Ce sont les sommes réservées à cette stratégie qui sont transférées en vertu de la dernière entente, soit 135 millions répartis sur cinq ans. Pour mettre ce montant en perspective, le gouvernement québécois dépense 200 millions par an pour des mesures actives d'emploi destinées aux jeunes.

Le ministre québécois du Travail, de l'Emploi, et de la Solidarité sociale, Jean Boulet, a qualifié d'« historique » cette entente et de « gain majeur » pour le Québec en vue d'affirmer la différence au sein du Canada. Il s'agit, à ses yeux, du transfert de la pleine compétence des programmes de formation professionnelle et de soutien à l'emploi visant les jeunes, et ce, sans obligation de rendre des comptes.

Ottawa nie qu'il y ait transfert de compétence. D'abord, l'entente est d'une durée limitée à cinq ans, a-t-on avancé. Ensuite, Québec devra rendre des comptes, tout en garantissant de la visibilité au gouvernement fédéral.

Dans les faits, le gouvernement Legault devra produire un plan annuel, un état des dépenses engagées et une évaluation des résultats atteints. Mais ce sont là les mêmes exigences que celles contenues dans l'entente de 1997 et ce sont des comptes que l'État québécois compile de toute façon pour ses propres fins.

En revanche, le gouvernement Legault devra rappeler la contribution financière du fédéral et Ottawa devra approuver toutes les activités de communication reliées aux sommes transférées. C'est une exigence tatillonne qui va plus loin que l'entente de 1997.

Au-delà des susceptibilités fédérales, il est vrai que le Québec pourra dépenser ces 135 millions conformément à ses priorités et à ses programmes. Personne ne peut s'opposer à davantage de cohérence et d'efficacité pour assurer une meilleure participation des jeunes au marché du travail. Selon le Ministère, 120 000 jeunes québécois ne sont ni aux études, ni en emploi. C'est considérable.

En plus de cette entente sur les jeunes, Québec et Ottawa, après deux ans de négociations ardues, viennent de renouveler les ententes générales de transfert relatives au marché du travail qui portent sur une somme de 5,4 milliards d'ici 2023, soit 680 millions de plus qu'auparavant.

Le gouvernement fédéral reconnaît ainsi que c'est au Québec que la rareté de la main-d'œuvre est la plus importante au Canada, comme l'a souligné le ministre fédéral Jean-Yves Duclos. Et c'est au gouvernement du Québec d'assumer ses responsabilités à cet égard en exerçant pleinement ses compétences.

FEUX EN AMAZONIE
BOLSONARO RÉAGIT

LETTRES

Il faut faire des choix payants pour tous

Seuils d'immigration pour le Québec... Pénurie de main-d'œuvre...

Deux expressions que nous avons entendues abondamment au cours des derniers mois! Or, s'il semble manifeste que le Québec fait face à une pénurie de main-d'œuvre dans certains domaines, il faut s'interroger à savoir qu'il est possible que nous ayons moins besoin de travailleurs qualifiés et davantage de travailleurs moins spécialisés. Il est souvent question des secteurs de l'agriculture, de l'hôtellerie et de la restauration. Dans les circonstances, le Québec a-t-il toujours autant besoin de sélectionner un nombre élevé de « travailleurs qualifiés »?

Ainsi, certains réclament une augmentation significative des seuils d'immigration pour les prochaines années. Il est même question d'un minimum de 60 000 immigrants par année pour les trois prochaines années! Il apparaît important de souligner que la question des seuils d'immigration est pour beaucoup une question de moyens. En effet, il est de notre responsabilité d'accueillir correctement les immigrants sélectionnés par Québec: « Il faut savoir intégrer adéquatement et efficacement! » Par conséquent,

les seuils d'immigration pour le Québec ne doivent pas augmenter plus rapidement que les ressources humaines, matérielles et financières qui sont destinées à l'intégration et, par-dessus tout, à la francisation des immigrants. N'oublions pas que le premier outil d'intégration est la langue. Il faut impérativement accorder la priorité au français, et Québec devrait exiger la maîtrise de la langue aux immigrants économiques qu'il sélectionne!

30 000, 40 000, 50 000, 60 000! Pourquoi pas 20 000? On ne le répétera jamais assez souvent: les seuils d'immigration ne doivent pas être déterminés à la légère. Ils doivent s'appuyer sur des analyses rigoureuses de la situation actuelle du Québec en tenant compte du vieillissement de la population ainsi que de la pénurie de main-d'œuvre dans certains domaines et certaines régions du Québec. De plus, ils doivent miser davantage sur un pourcentage élevé de rétention des immigrants sélectionnés.

Est-ce que le nouveau système d'immigration proposé par le ministre de l'Immigration Simon Jolin-Barrette est la solution? Peut-être! L'avenir nous le dira...

Quoi qu'il en soit, il semble nécessaire de rappeler que la maîtrise du français ainsi que l'accès rapide au marché du travail sont des choix payants tant pour la société d'accueil que pour les nouveaux arrivants...

M^e Stéphane Handfield, avocat en droit de l'immigration
Le 23 août 2019

Clarifions les faits au sujet des ingénieurs

Clarifions les faits, comme il a été écrit tout récemment avec bienveillance. L'importance des honoraires d'ingénieurs ne doit pas généralement prévaloir dans le choix d'une firme. En effet, les coûts des services professionnels ne pèsent pas grandement dans ceux de l'ensemble d'un projet d'infrastructure. La compétence, l'expérience et l'intelligence prévalent dans la poursuite du succès et de l'économie générale dans les travaux. Ce sont ces vertus qui doivent dominer dans toute grille d'analyse devant gouverner les choix d'ingénieurs. Cela est davantage le cas lorsqu'un projet est de nature complexe et requiert des recherches et des études comparatives. Par contre, on peut s'attendre à ce que la valeur des honoraires demandés compte davantage pour un projet de nature élémentaire. En ce qui concerne les « enveloppes brunes derrière les portes closes » et le code de déontologie, il faut se rappeler que la corruption s'est installée lorsque la politiquerie a pris le contrôle des contrats et que l'Ordre des ingénieurs a abdiqué sa responsabilité. Il faut s'en souvenir, car rien ne dit que les profiteurs sont disparus et que la tutelle de cet ordre professionnel a tout réglé.

Jean-Marie Desgagné, ingénieur
Québec, le 23 août 2019

LIBRE OPINION

Nelly Arcan, échapper à la vie pour être sauvée

Jacques Beaudry
Essayiste

Quand Brigitte Bardot, en 1960, tenta de s'enlever la vie, le cinéaste Pier Paolo Pasolini déclara publiquement comprendre les résolutions de suicide de celle-ci, qui souffrait sans doute comme lui de se voir systématiquement falsifiée à force d'être utilisée pour fabriquer l'événement. Nelly Arcan avait gardé le souvenir honteux d'une émission de télé où on s'était ainsi servi d'elle, où ça avait été à son tour d'être travestie: invitée en tant qu'écrivain, mais traitée comme une catin. On y avait fait du décolleté de sa robe l'« événement ». Elle avait été assommée ce soir-là, et si elle avait acquiescé à l'invitation tristement créline qui lui avait alors été faite d'embrasser une fille à pleine bouche pour amuser la galerie, elle n'aurait pas survécu une minute de plus. Elle a dit non, embarrassée, mais le seul fait qu'on ait

cru qu'elle pourrait céder l'avait déjà humiliée.

La duplicité de Nelly Arcan dérangeait: elle était, tout ensemble, celle qui analysait lucidement le mimétisme consumériste sous la dictature des images, et qui lui disait non, et celle qui restait consciente du pouvoir marchand de sa propre image, et qui lui disait oui. Elle comptait sur deux choses pour contraindre les autres à la regarder: son corps et ses mots, dont elle allait s'efforcer de tirer, de l'un et de l'autre, le maximum d'effet. Elle voulait vivre simultanément dans les regards et dans les têtes d'une multitude de personnes; son éclat et son intelligence les forceraient tous à tenir compte de sa présence. N'arriver à éblouir qu'une poignée d'individus l'aurait mortellement déçue.

Une vraie douleur de vivre

Que dissimulait chez Nelly Arcan ce qu'elle appelait « l'exigence de

séduire »? Il y avait, cachée là, une vraie douleur de vivre. Sa silhouette de poupée, c'était du camouflage; le visage lisse et les seins bombés, de la poudre aux yeux pour détourner l'attention de la douleur de n'être qu'Isabelle Fortier. Nelly Arcan a voulu exister en dehors de sa cage: du nom qu'elle avait reçu à la naissance, du corps qui lui avait été donné et de l'avenir quelconque qui lui était réservé. C'est pour échapper au sort de « n'être que » qu'elle s'est appliquée à se créer une nouvelle identité: un nouveau nom, une autre date de naissance, un corps remodelé, une œuvre, une renommée.

Le pouvoir de captiver les autres appartient, dit-on, à l'auteur captif de lui-même. Arcan a écrit pour venir à bout d'elle-même et dans l'incertitude du prix à payer pour arriver. Dans ses récits *Putain et Folle*, l'auteure qui sent son existence lui monter à la gorge est

Que dissimulait chez Nelly Arcan ce qu'elle appelait « l'exigence de séduire »? Il y avait, cachée là, une vraie douleur de vivre. Sa silhouette de poupée, c'était du camouflage; le visage lisse et les seins bombés, de la poudre aux yeux pour détourner l'attention de la douleur de n'être qu'Isabelle Fortier.

Si vous avez besoin d'aide, n'hésitez pas à appeler la Ligne québécoise de prévention du suicide au 1 866 277-3553.

prise d'une envie de hurler, mais elle a beau crier sa douleur à l'univers entier, il y a des vérités que personne ne veut entendre et, parmi elles, « JE VAIS MOURIR, JE VAIS MOURIR » est une des pires. Le catastrophisme de certains écrits se mesure toujours trop tard, quand tout est fini.

Nelly Arcan s'est enlevé la vie le 24 septembre 2009 à l'âge de 36 ans. Sa mort a pris tout le monde par surprise et a coupé le souffle aux étourdis qui auraient eu envie de l'écraser de leur mépris. Des autorités, qui avaient laissé la romancière en plan de son vivant, lui ont fait crédit après qu'elle eut basculé dans le néant. Arcan, qui avait prédit que son avenir se réaliserait sans elle, est sortie du tombeau dans une forme éblouissante, la forme des morts devant lesquels on se prosterne, celle des décedés qui ont recouvré leur intégrité. La vie, il faut parfois lui échapper pour être sauvée.



GRAHAM HUGHES LA PRESSE CANADIENNE

Les actionnaires de Transat ont parlé

Calin Rovinescu
Directeur général d'Air Canada

Hier, les actionnaires de Transat ont parlé. Leur acceptation de l'offre d'Air Canada, à hauteur de presque 95 %, augure d'un avenir prometteur pour le regroupement des deux entreprises.

D'un côté se tenait Air Canada, qui a respecté toutes les règles et suivi le processus rigoureux mis en place par Transat, sorti son chéquier et déposé une offre inégalée. Air Canada qui, depuis 2012, a lancé 35 nouvelles destinations au départ de Montréal, faisant de la métropole l'une des 50 villes les plus connectées au monde; qui, depuis dix ans, a donné un rendement de plus de 5000 % à ses actionnaires, faisant du titre l'un des plus florissants sur le marché boursier; qui porte le titre de Meilleur transporteur aérien en Amérique du Nord, reconnaissance reçue l'an dernier et six fois au cours des huit dernières années, de même que celui de transporteur écologique de l'année au niveau mondial en 2018; et qui a reçu l'appui du syndicat UNIFOR, des pilotes de Transat, de la Fédération des chambres de commerce du Québec, de Tourisme Montréal, d'Aéroports de Montréal, de la Chambre de commerce du Montréal Métropolitain et du Conseil du patronat.

De l'autre côté se tenaient des prétendants amers s'opposant à la transaction, sans expérience de l'industrie aérienne et

sans appui visible, qui n'ont pas suivi les règles mises en place par Transat et dont les offres étaient inégalables puisqu'elles se sont avérées inexistantes. Les actionnaires de Transat n'ont pas hésité.

Ces prétendants ont tenté de créer un climat incertain, négatif et pessimiste au sein de la population quant à l'avenir de Transat, en s'inscrivant à l'encontre de la volonté des deux entreprises et de leurs parties prenantes. L'un de ces prétendants a même eu l'audace de mener sa campagne sur le thème de la concurrence, alors que son entreprise occupe une position dominante dans l'univers médiatique au Québec.

Notre regroupement est avantageux non seulement pour les actionnaires des deux entreprises, mais aussi pour leurs employés, les consommateurs et l'économie du Québec.

Le siège social de Transat sera conservé à Montréal et les marques de Transat seront maintenues. Le regroupement offrira une plus grande sécurité d'emploi grâce à des perspectives de croissance accrues. Air Canada emploie près de 10 000 personnes au Québec, et a créé, depuis 2013, 2600 nouveaux emplois. Notre siège social, l'un des plus importants au Québec, compte 2000 employés et est en pleine croissance.

Le réseau d'Air Transat sera renforcé par celui d'Air Canada et les voyageurs profiteront de nouvelles destinations, de plus de correspondances et de plus de fréquences. L'entreprise continuera

d'évoluer dans un environnement fortement concurrentiel, au Canada et à l'international.

Air Canada contribue considérablement à la prospérité du Québec. En plus de Montréal-Trudeau, nous desservons 10 aéroports au Québec. Nous avons passé une commande historique d'appareils de la C Series (A220) en 2016, et en 2017, nous avons octroyé un contrat d'entretien de 500 millions de dollars à notre partenaire de Trois-Rivières, assurant le maintien de 350 emplois spécialisés.

Nous avons hâte d'entreprendre les prochaines étapes de notre regroupement. Pour ma part, je suis extrêmement fier du succès d'Air Canada et je suis convaincu que les équipes combinées d'Air Canada et de Transat, deux magnifiques réussites québécoises et canadiennes, sauront nous rendre fiers de leurs réalisations futures.

Le siège social de Transat sera conservé à Montréal et les marques de Transat seront maintenues

Massacre dans le 2^e Rang

Andrée A. Michaud
Écrivaine et citoyenne
de Saint-Sébastien-de-Fontenac

Lettre ouverte au ministère des Transports du Québec et à son ministre, M. François Bonnardel

Le mercredi 21 août, un bruit infernal nous a tirés de notre travail, mon conjoint et moi, et poussés à aller voir à l'extérieur ce qui produisait ce vacarme. Sur la route régionale qui passe devant notre maison, deux énormes engins du ministère des Transports du Québec s'avançaient, rasant tout ce qui se trouvait dans le fossé sur une distance de cinq à six mètres de l'accotement.

En quelques heures, entre mon village et le village voisin, des dizaines, voire des centaines d'arbres qui ne nuisaient en rien à la circulation ni à la visibilité des automobilistes sont tombés. Seulement devant notre maison, dix-sept petits arbres dont les branches n'auraient probablement jamais atteint la route ont été abattus.

Devant l'ampleur des dégâts, je me suis précipitée pour demander à l'homme qui supervisait les opérations s'il pouvait m'expliquer ce qui se passait. Il m'a répondu que le ministère des Transports procédait à ce type de nettoyage régulièrement et qu'ils avaient le droit de couper sans distinction jusqu'aux poteaux d'Hydro-Québec. Après quoi, voulant me rassurer, car j'étais dans une colère noire, il m'a dit de ne pas m'en faire, que des ar-

bres, il y en avait en masse et qu'il allait toujours en rester...

Je ne blâme pas cet employé, qui ne faisait que son travail et ne prend probablement pas part aux décisions. Je blâme par contre le ministère des Transports du Québec qui, en maintenant de tels procédés, soutient du même coup une culture de l'indifférence que notre époque ne peut pas se permettre. Je blâme aussi ceux et celles qui établissent les règles qui régissent ce ministère pour leur manque total de discernement et pour s'appuyer sur des normes dont l'exercice est parfois aberrant. Qu'une personne ou une entité administrative ait le droit de faire quelque chose ne l'autorise pas pour autant à user de ce droit aveuglément.

Depuis des années, des gens préoccupés par le sort que nous faisons à notre environnement nous incitent à planter des arbres, et voilà que l'un de nos plus importants ministères détruit jour après jour les efforts que certains déploient, eux aussi, quotidiennement.

Je suis d'accord qu'il faut assurer la sécurité routière, mais cet abattage sauvage, exécuté sans aucune forme de jugement, sans évaluation préalable des possibles dangers causés par les cerisiers, peupliers, jeunes bouleaux et autres espèces qui poussent près de nos routes, est totalement inutile.

Ces façons de charcuter impunément un environnement riche en plantes ligneuses et protégeant une faune abondante sont non seulement révoltantes,

mais coûteuses. Pourquoi n'utiliserait-on pas plutôt l'argent dépensé ici en pure perte pour débarrasser nos fossés des ordures qui s'y accumulent et polluent les boisés et les cours d'eau qui longent certains axes routiers?

Si, au moins, on utilisait le bois coupé pour en faire un combustible quelconque. Mais non, tout ce qui a été éliminé reste au sol et est destiné à pourrir sur place, parmi les déchets que personne ne ramasse, sauf quelques imbéciles dans mon genre, qui se promènent avec leurs sacs à ordures pour y entasser les dizaines de contenants de plastique, de métal, de styromousse, et j'en passe, qui aboutissent on ne sait comment dans la nature.

Si, au moins, on coupait proprement. Mais non, on arrache, on déchire, on laisse sur place des troncs déchiquetés, des branches à moitié coupées qui se balancent sur des chicots d'arbres ou sur des arbres fendus par le milieu.

Si, au moins, plutôt que de passer le décor à la tronçonneuse, on procédait à de la coupe sélective, fondée sur une évaluation de la dangerosité de certains arbres et sur l'usage que l'on peut faire du bois coupé. Mais non, on rase.

On me répondra probablement ici à coups de chiffres, mais un entretien intelligent et responsable de nos bords de route coûterait assurément moins cher que ce type de massacre.

Ces méthodes de nettoyage à blanc, si je peux dire, sont inadmissibles, et j'espère sincèrement que quelques personnes avisées, au ministère des Transports du Québec, se pencheront sur l'absurdité que je dénonce, car des arbres, il y en aura encore pour un certain temps, bien sûr, mais peut-être pas pour aussi longtemps et en aussi grand nombre que nous voulons le croire.

Nos djihadistes

KONRAD YAKABUSKI



Le secrétaire d'État américain, Mike Pompeo, était de passage à Ottawa cette semaine pour prêter main-forte à son homologue canadienne, Chrystia Freeland, qui subit ces jours-ci les foudres de la Chine. Mais si M. Pompeo voulait démontrer sa solidarité avec le Canada dans sa guerre froide avec Pékin, il a toutefois tenu à rappeler au gouvernement du premier ministre, Justin Trudeau, sa responsabilité dans l'épineux dossier du rapatriement de ses citoyens de la Syrie, où certains d'entre eux étaient partis se joindre au groupe armé État islamique (EI) il y a quelques années.

« Nous avons été clairs avec le gouvernement canadien, a insisté M. Pompeo dans une entrevue accordée au réseau anglais de Radio-Canada. Nous voulons qu'ils rapatrient leurs gens... Chaque pays a une obligation de s'assurer qu'ils ne retournent pas sur le champ de bataille. »

Les propos de M. Pompeo faisaient ainsi écho à ceux de son patron, le président américain Donald Trump, qui, la veille, avait menacé de relâcher des milliers de combattants du groupe EI actuellement détenus par les forces kurdes, alliés des troupes américaines, si leurs pays d'origine ne les rapatriaient pas. « Si l'Europe ne les prend pas, je n'aurai d'autre choix que de les relâcher dans les pays d'où ils sont venus — l'Allemagne, la France et d'autres endroits », a laissé tomber M. Trump. Même si le président américain ne met pas une telle menace à exécution, ses propos démontrent l'impatience du gouvernement américain envers l'inaction des pays, comme le Canada, qui cherchent à se laver les mains de leur responsabilité envers ces citoyens devenus indésirables.

Pour le gouvernement Trudeau, les pressions américaines viennent compliquer ce qui était déjà un dossier qu'il aurait préféré balayer sous le tapis, au moins le temps que dure la campagne électorale. Hélas! C'est le contraire qui est arrivé après que le gouvernement britannique de l'ancienne première ministre Theresa May, dans l'un de ses derniers actes au pouvoir, eut retiré la citoyenneté à Jack Letts. Surnommé « Jack le djihadiste » par les médias britanniques, M. Letts jouissait jusqu'en juillet de la double citoyenneté canado-britannique grâce à son père né en Ontario. Or, même s'il n'a jamais vécu lui-même au Canada, cet homme âgé de 24 ans, et qui est allé en Syrie en 2014, est maintenant devenu la responsabilité de notre pays seul.

M. Letts, tout comme ses parents, qui prétendent que rien ne prouve que leur fils se soit battu aux côtés des terroristes, veut que le Canada le prenne en main. Il serait toutefois difficile de traduire M. Letts en justice, puisqu'il ne semble avoir violé aucune loi canadienne. Selon le Code criminel, il est interdit de quitter ce pays avec l'intention de se joindre à un groupe terroriste. Mais M. Letts n'a pas quitté le Canada pour aller en Syrie. Il est parti de l'Angleterre. Si le Canada le rapatrie de la Syrie, où il est détenu depuis 2017, il pourrait se retrouver en toute liberté ici.

À la veille du déclenchement des élections, on comprend pourquoi M. Trudeau ne s'est pas empressé cette semaine de venir en aide à M. Letts. Après tout, le chef conservateur Andrew Scheer profite de ce cas pour souligner l'approche de son parti envers le terrorisme. Un gouvernement conservateur, martèle M. Scheer, ne ferait aucun effort pour aider M. Letts. Or, M. Trudeau ne peut pas dire la même chose sans se faire traiter d'hypocrite.

Durant la campagne électorale de 2015, il s'était attaqué au chef conservateur de l'époque, Stephen Harper, pour avoir fait adopter une loi permettant au gouvernement fédéral de retirer la citoyenneté canadienne à des personnes ayant une double nationalité et ayant été condamnées pour terrorisme ou trahison. Le chef libéral avait alors accusé M. Harper d'avoir « dévalué » la citoyenneté canadienne en la rendant conditionnelle et avait promis d'abroger cette loi une fois porté au pouvoir. Lors d'un débat en anglais sur la politique étrangère, M. Trudeau avait déclaré « un Canadien est un Canadien est un Canadien », une phrase qui est demeurée célèbre.

Or, ces propos reviennent hanter M. Trudeau alors qu'il refuse de dire si le Canada a l'intention de venir en aide à M. Letts. Son ministre de la Sécurité publique, Ralph Goodale, insiste pour dire que, contrairement à ce que prétend le gouvernement américain, le Canada n'a aucune obligation de rapatrier ces citoyens de la Syrie. Il s'agit non seulement de ceux soupçonnés d'avoir été membres du groupe EI et détenus dans les prisons kurdes, mais aussi de leurs femmes et leurs enfants.

C'est à se demander si les propos de 2015 de M. Trudeau ne valaient que le temps de la campagne électorale. Si les libéraux ont bel et bien aboli la loi de M. Harper, ils semblent prêts à laisser d'autres pays s'occuper des citoyens canadiens devenus djihadistes en Syrie. Selon les experts, environ 180 Canadiens sont allés en Syrie pour se joindre à l'État islamique, dont le tiers seraient déjà revenus au pays de leur propre gré. Or, très peu d'entre eux ont été jusqu'ici poursuivis par le gouvernement Trudeau sans que le gouvernement ne puisse expliquer pourquoi. Serait-ce parce qu'il manque de preuves suffisantes pour obtenir une condamnation? Si tel est le cas, on comprend que le gouvernement soit réticent de rapatrier ceux qui restent en Syrie.

Peu importe, le gouvernement Trudeau doit s'occuper de leur sort. Après tout, un Canadien n'est pas un Canadien seulement lorsque cela fait l'affaire de M. Trudeau.

Écrivez-nous!

Le Devoir se fait un plaisir de publier dans cette page les commentaires et les analyses de ses lecteurs. Nous vous demandons de limiter votre contribution à 5000 caractères, espaces compris, soit environ 550 mots. Envoyez-nous vos textes à redaction@ledevoir.com. Nous communiquerons avec les auteurs dont les textes seront retenus.

ADRESSES DE PRESTIGE

REGROUPEMENT IMMOBILIER

L'AUTHENTIQUE PERLE RARE OUTREMONTAISE !

VENDU



Grâce au respect et à l'entretien préventif du propriétaire actuel depuis des décennies.

Maison familiale **DÉTACHÉE** de 12 pièces dont 5 chambres à l'étage plus : séjour, bureau et chambre au rez-de-chaussée et grande s/familiale au sous/sol.

Exceptionnellement, **GARAGE CHAUFFÉ INTÉGRÉ.**

Possibilité de 3 stationnements extérieurs à l'arrière plus celui déjà existant à l'avant. Le tout sur un **TERRAIN** de 5141 p.c.

755 AVE ROCKLAND 1,589,000 \$
CENTRIS : # 125 542 47

OUTREMONT — CLÉ EN MAIN

NOUVEAUTÉ



Cottage lumineux, avenue McDougall, 10 grandes pièces fonctionnelles.

Parements extérieurs brique et zinc. Rénovations majeures luxueuses dont cuisine italienne Pedini spectaculaire ouverte sur jardin.

4 chambres, 1 bureau, vivoir, s/bains familiale et s/eau, à l'étage.

S/familiale, cuisinette, cave à vin, s/lavage, s/fournaise, rangements, au sous-sol. Sortie extérieure. Stationnement.

284 AV. MCDOUGALL 2,389,000 \$
MLS : 248 461 22



Depuis 31 ans

Charlotte MICHAUD
cmichaud@sutton.com
514.894.0866
10h à 22h

groupe sutton-immobilia inc.
Agence immobilière
514.272.1010

DIMANCHE 25 AOÛT 13H30 - 14H30

OCCUPATION DOUBLE



1960

OUTREMONT 335-337, Ch. Côte-Ste-Catherine
1 595 000\$ — courtier: Sophie Baron La Salle

EN FACE DU PARC PAINTER



2540

SAINT-LAURENT 1295 rue Brochu
849 000\$ — courtier: Daniel Beauchemin

À DEUX PAS DU CENTRE DE VMR



3100

MONT-ROYAL 51 av. Roosevelt #3
489 000\$ — courtier: Vigen Endinian

SPACIEUX REZ-DE-CHAUSSEE AVEC SOUS-SOL



1310

OUTREMONT 683 av. McEachran
1 179 000\$ — courtier: Marc Fragman

DIMANCHE 25 AOÛT 15H00 - 16H00

PRÈS DES ÉCOLES CARLYLE & SAINT-CLÉMENT



2080

MONT-ROYAL 1605 ch. Caledonia
2 099 000\$ — courtier: Sophie Baron La Salle

TOUT PRÈS DU PARC CONNAUGHT



2820

MONT-ROYAL 55 av. Lazard
1 395 000\$ — courtier: Daniel Beauchemin

TERRAIN DE 9 200 PI²



1810

MONT-ROYAL 125 av. Kindersley
1 595 000\$ — courtier: Vigen Endinian

À DEUX PAS DU MÉTRO OUTREMONT



1130

OUTREMONT 781 av. Rockland
1 249 000\$ — courtier: Marc Fragman



LES VISITES LIBRES

BARDAGI
équipe immobilière • real estate team

PLUSIEURS NOUVEAUTÉS
VOUS ATTENDENT CE DIMANCHE
EN VISITE LIBRE!

Consultez les fiches détaillées au
Bardagi.com/ [code de 4 chiffres]



DISCUTONS
SUR MESSENGER



GEORGES BARDAGI
courtier immobilier agréé

514 700-2237 | Bardagi.com | [f](https://www.facebook.com/Bardagi) [i](https://www.instagram.com/Bardagi) [in](https://www.linkedin.com/company/Bardagi)
RE/MAX du Cartier GB. Agence immobilière, franchisé indépendant et autonome de RE/MAX du Cartier 1290, avenue Bernard Ouest, bureau 100, Montréal, Québec H2V 1V9

Aussi simple
que ça!



RE/MAX
ALLIANCE
3299, rue Beaubien Est, Montréal

David et Alexandre.com
VOS COURTIER IMMOBILIERS RE/MAX

David Roux inc. et Alexandre Meloche inc.

514.374.4000

LAC BROME

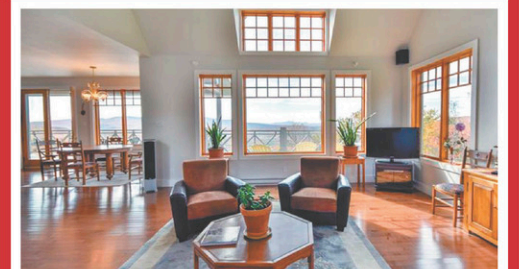


VUE MAGNIFIQUE de cette charmante maison en pleine nature, non loin de Bromont et de Cowansville. Idéale pour la grande famille, ou plus! Garage intégré, maisonnette/atelier, piscine au sel clôturée, sauna, étang. 1.4 acre. 825 000\$

LOIS HARDACKER

Ctr. imm. Agréé. Royal LePage Au Sommet. Agence Immobilière

BOLTON-OUEST



VUE PANORAMIQUE à couper le souffle des nombreuses et lumineuses. 8,6 acres, air pur, tranquillité assurée. Près de Knowlton/Lac Brome. 935 000\$

450 242-2000

www.loishardacker.com

REALTA®
agence immobilière

realta.ca | 514 789 2889

ADRESSES DE PRESTIGE on adore!



Sacré-Coeur
66 Pointe-à-Gagnon

7 775 000 \$



Ahuntsic
85 Somerville

1 900 000 \$



Outremont
80 Duchastel

2 950 000 \$



VISITE LIBRE dimanche, 14 h à 16 h



Outremont
59 Springgrove

2 990 000 \$



Une
question
de valeurs

J'ai fondé REALTA en janvier 2008 sur une promesse : faire du courtage immobilier de façon différente, résolument moderne. Pour nos clients. En faisant de la satisfaction de leurs exigences notre raison d'être. C'est notre image de marque et le fondement de notre succès. C'est une question de valeurs.

FB

ÉQUIPE
FRANÇOIS
BISSONNETTE
courtier immobilier agréé

